FONDEMENT DU DROIT

Module 1 : Droit romain

**MODULE I- CAPSULE I**

1. **Les magistrats**

**I. A. La loi et les procès aux premiers siècle de la République (Ve-IVe siècle av. notre ère).**

* + Rome est une République
* La population de Rome est composée de
* Patriciens: l’élite privilégiée, petit groupe de familles, sensés tous descendre des fondateurs de Rome. =Riches, importants. Les seuls qui peuvent occuper les fonctions publiques importantes
* Plébéiens: gens ordinaires (commerçants, agriculteurs, artisans…). Peuvent être citoyens romains comme praticiens (si père citoyen romain lors du mariage), ce qui leur permet de voter
* Esclaves : on devient esclave à la guerre (notre peuple perd). Se transmet de génération à génération. Prisonniers qu’on fait travailler (comme animaux), peuvent être mis à mort. Un maître pouvait donner la liberté à un ou plusieurs esclaves.

1. **Les consuls**

* Les magistrats sont d’abord les consuls, exercent conjointement tous les pouvoirs
* Consuls : administrateurs des gouvernants, praticiens, gouvernas, possèdent certains pouvoirs judiciaires.

Comment est gouvernée Rome?

2 consuls qui exercent pouvoir administratif, militaire et judiciaire:

Sont élus dans un système différent du nôtre:

* Élus par assemblée de citoyens (comices centuriates) et pas le Sénat pour 1 an :
* Comices= citoyens votants (plébéiens+praticiens)

Patriciens contrôlent résultat du vote car ont plus de voix (+ de 50% de la décision, pas 1 homme un vote). Pas une démocratie ou chaque citoyen a les mêmes droits

-Il y a 2 élus pour 1 année seulement, puis ils quittent leurs fonctions et choisissent 2 candidats qui pourraient le remplacer.

Règle problématique-> les 2 consuls sont parfaitement égaux et peuvent bloquer les décisions de l’autre

- Un consul peut convoquer les comices, auxquels il soumet des projets de loi qui sont auparavant affichés publiquement. Il peut suspendre le vote ou en rejeter les résultats.

- En tant de crise, les consuls peuvent désigner d’un commun accord un dictateur qui détiendra les pleins pouvoirs pour une période de six mois.

1. Le préteur

* Fonction créée en 367 av. notre ère
* Élu par les comices centuriates pour 1 an
* Remplace les consuls pour la première phase des procès, qu’il préside.

1. **Loi des 12 tables (450-449 av. notre ère)**

Contexte sociopolitique :

Prêtres= citoyens romains, patriciens.

1 de ces collèges de prêtre étaient les pontifes= avaient renseignements sur comment faire des procès (justice).

Donc les procès étaient entre les mains des patriciens.

Les plébéiens avaient l’impression que la justice était arbitraire, donc on fait la grève (armée/soldat)

Il y a donc eu plusieurs tentatives qu’on mette à l’écrit les règles en faisant la grève

DONC…

-Création d’une procédure spéciale où l’on choisit 10 rédacteurs patriciens (les *décemvirs*) sont élus en 451 av. notre ère

Ils remplacent les consuls pendant un an.

Dix tables sont rédigées en 450 ; une nouvelle commission est élue en 449, ce qui permet de compléter deux autres tables.

Que retrouve-ton?

Règles de procédure, personnes, famille, successions, acquisition de la propriété des biens, actes criminels, rites funéraires, calendrier…= touche majorité de la population

Pour s’adresser à la justice, il fallait avoir un droit qui soit reconnu dans la loi des 12 tables. SEULES RECONNUES

-Certaines ressemblances avec C.c.Q.

1. **Le déroulement du procès: les « actions » de la Loi (des XII Tables)**

* « Actions » de la Loi: toutes les procédures qui permettaient d’obtenir un jugement devaient découler de la loi des 12 tables.

2 principales actions, 2 étapes

**1e étape** 🡪 *In iure* (en droit) : il fallait que les 2 parties se rendent devant le magistrat (consul et après 367 préteur)

La table 1 disait comment procéder pour que le procès puisse débuter

PROCÉDURE TRÈS STRICTE À RESPECTER :

1. L’aspects religieux : le prononcé des paroles rituelles

* Il y a certaines paroles/rituels à connaître absolument qui seront dites au début du procès

Rôle des pontifes :

* Calendrier judiciaire: les magistrats ne peuvent pas siéger tous les jours. Ce sont des renseignements secrets que seulement les pontifes connaissent, il faut les consulter avant le procès.

1. L’accomplissement de gestes et de formalités

* Il faut savoir quoi dire devant le magistrat, si on se trompe on perd.
* Gestes et formalités se font devant le consul/ préteur (époque d’après)

1. La nomination d’un juge si toutes les conditions requises sont remplies

* À la fin de la journée, si tout s’est bien passé, le magistrat nomme un juge pour la 2e étape (pas professionnel, mais patriciens respectés, souvent sénateur)
* C’est le juge qui rend la décision finale, le jugement.

\*\* 1 ère action= Sacramentum: Somme d’argent que le perdant devait payer. Si le demandeur payait il devait payer au trésor public (gouvernement), si défenseur perdait,

il devait payer le montant au trésor public et doit payer au demandeur une somme d’argent.

2e étape🡪 *apud iudicem* (devant le juge) :

VRAIMENT MOINS FORMELLE QUE 1E ÉTAPE

* Le juge = celui qui a été nommé par le magistrat.
* Rôle= écouter ce que les parties/témoins ont à dire, de faire de son mieux pour essayer de comprendre la situation, mais aucunes contraintes lui sont appliquées.
* Une fois que le jugement est rendu, le demandeur gagne, et le défendeur est condamné à payer la somme d’argent ou perd.

\*\*\*2e action= *Manus iniectio*: procédure à suivre par le demandeur pour être payé (on lui met la main dessus s’il ne collabore pas)

Aprè 30 jours de délai, on met manus injection sur le défendeur et on le conduit devant le préteur. Défendeur devient prisonnier du demandeur

À l’époque le défendeur était lié physiquement (enchaîné) du créancier qui est le demandeur.

Si le demandeur voulait demander moins, il peut.

Comice=place centrale à Roma

Pour bien montrer aux autres le sort qui les attends s’ils ne payent pas, humiliation publique, et on espérait que des gens (amis, famille éloignée…) puissent payer la somme pour lui

Si après 60 jours pas payé, mis à mort ou vendu à l’étranger comme esclave

Sinon arrangement à l’amiable : demandeur peut demander à ce que le défendeur travaille pour lui (semi esclave), jusqu’à ce qu’il le relâche lorsqu’il estime que sa dette sera payée

Si pas un cas dans loi des 12 tables, pas applicable. Système fermé sur lui-même, on ne veut pas qu’il s’élargisse ou se développe, car on ne veut pas que pleins de citoyens meurent ou deviennent esclaves

VOIR DIAPOS VERTES LOI 12 TABLES

**Module I - Capsule B**

* + - 1. Les transformations du droit romain (3e-1er siècle avant notre ère)

1. Laïcisation et diffusion du droit

* Nouvelle république de Rome bcp plus puissante. Avec cette nouvelle réalité, le droit des 12 tables avec son caractère rigide apparait de plus en plus inadapté.
* Changement : distinction entre patricien et plébéiens qui était très importante devient très peu significatives car on a fait des réformes, on a voté des lois qui permettent aux plébéiens d’occuper les fonctions autrefois réservés aux patriciens.
* Laïcisation : Pontifes qui gardaient pour eux renseignements très importants de la justice (monopole)

Dès 304, un adjoint des pontifes rend tout cela public (règles sur calendrier, paroles à prononcer…)

= on veut s’assurer que tout le monde a accès à l’information

Coupe le lien entre religion et loi.

Discussion publique du droit :

250 av n. è : Un pontife plébéien donne consultations publiques et accepte de donner conseils juridiques à tout (publiquement)

Rôle des pontifes devient donc presque insignifiant.

2e siècle avant n.è : apparition de spécialistes

* Il va se constituer une classe de juristes, gens riches qui vont suivre des cours, se spécialiser peu à peu.

Une doctrine apparaît

1. Apparition de la formule

* 242 avant n.è : apparition du rôle de préteur pérégrin

Poste de prêteur créé à cette époque pour les pérégrins

Pérégrin : personne libre qui vient d’une région qui a été conquise par Rome. N’a pas la citoyenneté romaine, mais vit dans un territoire romain ou allié des romains. Libre de venir à Rome pour travailler, gagner leur vie

Problème: en tant que non-citoyens, n’ont pas accès à la justice. Pour ne pas les laisser sans protection, et résoudre ce problème, les Romains créent un autre poste de prêteur ou lui-même est un citoyen romain, mais son rôle sera de s’occuper de procès entre pérégrins.

Si 1 citoyen et 1 pérégrin, c’est aussi le préteur des pérégrins qui s’en occupe.

DONC IL EXISTE 2 PRÊTEURS À ROME, 1 POUR PÉRÉGRINS ET 1 POUR CITOYENS.

* Loi des 12 tables ne s’applique qu’aux citoyens, donc prêteur pérégrin ne peut pas appliquer la loi romaine, ne peut pas se baser sur les actions de la loi.

Va essayer de trouver des principes généraux qui peuvent s’appliquer, et a la discrétion d’appliquer ces principes, cherche consensus.. Cherche a dégager principes communs dans nations conquises par Rome.

* Innovation: nommer le juge par écrit et lui indiquer la nature des litiges et le genre de décision qu’il doit rendre. Donc, de plus en plus de contrats et de droits acceptés dans les nations pérégrines vont commencer à être reconnues, et même les Romains peuvent en bénéficier.

Préteur pérégrin accepte de nommer un juge même quand aucune action de la Loi n’existe.

= désavantage pour les préteurs romains, qui décident d’adopter le même système eux aussi.

* Les préteurs pérégrins (et par la suite romains qui les copient) utilisent la **formule** : acte écrit rédigé par le préteur, qui nomme le juge en lui indiquant les questions à trancher, les moyens de défense (« exceptions ») et les divers jugements qu’il peut rendre (directives précises).

Initialement, dernier recours : uniquement si il n’y a rien dans les actions de la loi (12 tables), on peut avoir recours à la formule.

* 125 avant n.è : ., la loi *Aebutia* permet au préteur de délivrer au demandeur une formule, même dans les cas où une action de la Loi est disponible, à la discrétion du demandeur.

Déroulement de l’instance :

Quand même 2 phases avec formule (1ere devant prêteur et 2e devant le juge)

1e phase

* 1ere différence : : quand on demande une formule au prêteur, il n’y a pas de paroles, gestes, rituels spécifiques. Fonctionnement très souple (=différent de la loi d’avant)
* 2e différence : document écrit qui nomme le juge et la formule
* 3e différence : prêteur n’a pas à tenir compte des droits qui sont reconnus dans les actions de la loi des 12 tables.

2e phase :

Déjà simple et souple dans la phase d’avant. Donc pas de différence majeure avec le système traditionnel, mais le juge doit respecter ce qui est écrit dans la formule (rôle plus encadré)

Comme avant, il faut se demander que fait-on si le défendeur ne veut/peut pas payer ?

Exécution du jugement :

Jugement obtenu après une formule, on ne faisait plus de mise a mort (*manus iniectio*), mais le débiteur devenait quand même un prisonnier du demandeur si ne payait pas.

À la fin de notre période, grande réforme pour éviter l’emprisonnement, on organise une procédure dans laquelle le débiteur doit céder tous ses biens à son créancier (demandeur). Si bien cédé tout ce qu’il avait, ne pourra pas être emprisonné, peu importe s’il a remboursé la totalité de ses dettes, reste libre.

Une fois qu’il a tout cédé, on lui reconnaît le droit de posséder des biens à l’avenir, biens qui peuvent subvenir à ses besoins. Si débiteur devient riche, créancier peut exiger l’argent qu’il lui doit encore.

2) Édit du préteur

* Document informatif (recueil) approuvé par le prêteur qui est affiché en public

Principes qui vont le guider concernant procès et incluent modèles de formule.

But : mais renseigner les gens sur ce que le préteur va accepter de faire.

* Modifiable
* En vigueur pendant 1 an
* Pas de caractère obligatoire, sauf :

en 67 av J.C loi Cornelia oblige le préteur à appliquer toutes les lois qu’il met dans son édit.

* Évolue peu : En théorie il y aurait pu avoir un nouvel édit chaque année, mais pas tous qui voulait le réécrire au complet, donc plus modifié qu’autre chose. Plus temps avance, plus préteur prend l’essentiel de l’édit de son prédécesseur et le modifie de moins en moins (contenu de l’édit de plus en plus stable).

**Module I- Capsule C**

1. La transformation des sources du droit (1er-3e siècles)
2. Qu’est ce qui change au niveau du pouvoir législatif:

Avant: comices centuriates ou on adoptait lois (citoyens votaient)

Maintenant= compliqué, citoyens éparpillés, donc c’est l’empereur qui devient législateur, adopte édits (texte qui a force de loi) avec ses législateurs (la loi de l’empire)

* Le sénat existe toujours, sénateurs (membres de familles très importantes) approuvés par l’empereur, donc pas une menace pour l’empereur.

Sénat règle certaines questions dans document appelé sénatus -consultes. Mais quand même édits> sénatus-consultes (sont plus importants)

* D’autres magistrats peuvent adopter des édits locaux, plus détails ou il n’y a pas d’enjeux politiques importants. Ne peuvent pas contredire édits de l’empereur.
* . Édits du préteur ont contenu stable, utilisé partout dans l’empire ou d’autres magistrats s’en occupent. L’Empereur décide de s’approprier l’édit, qu’il en faut 1 seul pour tout l’empire. Demande à un juriste réputé de l’écrire (Julien). Donne **force de loi dans tout l’empire à cette nouvelle version de l’édit, et seul l’empereur peut le modifier.** Définitivement stabilisé le contenu de l’édit du préteur et enlevé la possibilité au préteur de modifier son édit.

=CODIFICATION DE L’ÉDIT

* L’empereur va commencer à nommer des juges qui remplaceront le préteur (il n’y aura plus 2 phases au procès) à l’extérieur de Rome. Mais dans Rome on garde les 2 phases.

Donc un seul juge qui s’occupe du procès. Mais grands principes de l’édit du préteur restent importants.

1. Qu’est ce qui change au niveau du pouvoir interprétatif:
2. Une des choses qui échappe à l’autorité de l’empereur: les jurisconsultes.

Analysent le droit, écrivent sur le droit. Juristes très réputés et savant. Leur rôle est celui de la doctrine aujourd’hui. Donnent des conseils juridiques au citoyens romains, cours pour devenir préteur, magistrats, juges, écrivent traités, ouvrages, commentaires. Donnent opinions sur questions compliquées et difficiles. Ont souvent opinions différentes.

Au départ, pas de force contraignante, juge pas obligé de suivre l’avis d’un jurisconsulte.

2 catégories:

-les ordinaires

-ceux qui sont reconnus par l’empereur, considérés comme talentueux. Distinction purement honorifique (ont les mêmes droits)

* Changement se produit sous l’empereur Hadrien (réforme 117-138)

-Parmi les jurisconsultes considérés comme talentueux par l’empereur, à partir de la réforme d’Hadrien, quand ils sont tous d’accord sur une même question, leur avis aura force de loi (on considère que cela devient une règle de droit). Si unanimité chez jurisconsultes reconnus par l’empereur= force de loi pour magistrats et juges. La doctrine devient force de loi obligatoire.

1. Les rescrits

On demande à l’empereur un rescrit lors d’une difficulté (on ne sait pas quelle règle appliquer). Soit des parties ou le juge peut demander à l’empereur quelle règle faut-il appliquer. L’empereur signe et lui dis quelle règle il faut appliquer dans son cas.

=tranche litige entre les parties

Règle formulée par l’empereur pour un cas précis. Avant le jugement (procès pas rendu)

1. Les jugements du Conseil de l’Empereur (décrets)

L’empereur se donne pouvoir de siéger en appel et de renverser décisions rendues par les juges, lui ou ses conseillers.

Le conseil de l’Empereur rendait sa décision en appel (le décret). C’est le jugement en appel, décision du conseil de l’empereur après un appel

1. Accessibilité des sources de droit (4-6e siècle)

395 :. Empire se scinde en 2, empire occidental (disparait après 1 siècle) et empire oriental (devient empire bizantin)

1. Multiplication des sources reconnues par les empereurs
2. Les constitutions impériales

Constitutions impériales: tout texte qui exprime, représente la volonté de l’empereur

* Textes législatifs (édits, sénatus-consultes…)
* Jugements, rescrits
* Certains décrets/ rescrits

On retrouve ces constitutions dans 2 codes :

Code grégorien (292): ensemble de décrets/rescrits connus rassemblés ensemble.

Code hermogénien: autres rescrits/décrets plus récents

* N’ont pas force de lois
* Diffusés partout dans l’empire, deviennent très connus des juristes et sont presque automatiquement respectés par les juges.
* Consensus que tout le monde les suit.

Un siècle plus tard (438)

Code Théodosien : reprend des constitutions adoptées depuis 337 (décès de Constantin) et approuvé par les 2 empereurs (Orient et Occident)

A force de loi.

2 premiers codes: fait par des juristes. Celui-ci fait par empereur (et ses conseillers).

* + - 1. 426 : *Loi des citations*🡪 On inclut dans ce code une loi qui ordonne au juge de se fonder prioritairement sur cinq auteurs (Gaius, Papinien, Paul, Ulpien et Modestin).

Quand pas de règle de texte qui a force de loi (édit, décret…) fallait fouiller dans pleins de paperasse.

Cette loi simplifie la vie au juge et leur dit que quand doivent se fonder sur les textes des jurisconsultes (car pas de texte force de loi) ils doivent regarder parmi les œuvres des 5 auteurs et choisir le jugement de la majorité.

* Si égalité (car un s’abstient), suivre l’avis de Papinien. Si Papinien s’est abstenu, le juge est tenu d’utiliser son jugement et peut aller voir d’autres auteurs.

b- La simplification de Justinien

Les compilations de Justinien, des mises à jour juridiques, (appelées *Corpus Iuris civilis* au Moyen Age) comprennent quatre parties: le Code, le Digeste, les Institutes et les Novelles.

* Code (528)
  + - 1. Il regroupe des constitutions impériales (et décisione précédentes d’empereurs)
      2. Il est mis à jour en 534.
      3. Remplace et s’inspire du Code Théodosien
* Le Digeste/Pandectes (533)

Problèmes : S’attaque aux problèmes des jurisconsultes à propos de la loi des citations. Il n’y a pas eu bcp de nouveaux jurisconsultes depuis le 3e siècle, donc bcp de textes dépassés, plus pertinent, le droit pouvait avoir changé d’ici là et les jurisconsultes se contredisaient bcp.

Chercher une loi parmi les avis des jurisconsultes était difficile.

Justinien considère qu’il faut donner un instrument de travail plus réaliste- met sur pied une commission qui choisit les parties les plus pertinentes, utiles pour les procès, décisions et actes juridiques conclus à cette époque (6e siècle) à Constantinople.

=NAISSANCE DU DIGESTE

* contient seulement les passages les plus importants des ouvrages des anciens jurisconsultes.

Justinien affirme que « tout ce qui est dans le digeste a force de loi » - on ne prend plus en compte opinions des auteurs précédents (Papinien…)

* Les Institutes (533)

- Ouvrage pour les étudiants bcp plus court que le digeste qui résume ce qu’on trouve dans le code et le digeste en évitant de rentrer trop dans les détails= se lit plus facilement

- Destiné aux étudiants

- A force de loi

* Les Novelles
* Les décisions de Justiniens qui ont force de loi (constitutions) après le digeste et jusqu’à sa mort (535 à 565)
* Tous les ajouts et modifications que Justinien a faites jusqu’à sa mort.

Après entrée en vigueur des Compilatons :

* + Il est interdit de citer les anciens textes devant les juges; seuls le Code, le Digeste, les Institutes peuvent l’être.
* On peut uniquement prendre la version de la loi se retrouvant dans ces ouvrages.
* Justinien ne veut pas une nouvelle classe de jurisconsultes, donc interdit le commenter le Digeste, il faut l’appliquer sans rien dire.
* Il était tellement important pour Justinien d’avoir uniquement le 5% des plus importants qu’il fait brûler le reste des ouvrages.

\*\*Justinien écrit dans sa préface qu’il pourrait y avoir de nouvelles difficultés pas prévues: la société évolue toujours, de nouveaux problèmes et réalités apparaissent (reconnait que malgré les qualités il pourrait y avoir quelques lacunes)

Demande aux juges de le consulter en cas de problème🡪 il sera capable de régler les rares situations problématiques lui-même

**Module II- Capsule A**

1. **LE DÉCLIN ET LA RENAISSANCE DE LA SCIENCE JURIDIQUE EN FRANCE AU MOYEN ÂGE**
   * + - 1. Les royaumes barbares (5e-8e siècle)
       1. Déroulement du procès

Notion de justice totalement différente pour les peuples barbares.

Dans ce système, lorsqu’il y a un acte de violence, la famille de la victime peut exiger des représailles.

La victime peut préférer s’adresser au juge et porter une accusation.

L’accusé est obligé de se représenter devant le juge.

* Juges ont un rôle assez limité, s’assurent que tout est fait dans le respect de la tradition, siègent en public avec des hommes libres, nommés par le Roi. Procès débute par un serment (un appel à Dieu), souvent celui du défendeur en premier. Il doit dire qu’il n’a rien à se reprocher…

Serments très courts et précis, doivent être récités sans erreur, mais faciles à apprendre.

* On essaie ensuit de voir si on peut confirmer le serment en demandant à la communauté de confirmer ce serment, donc de jurer eux aussi que le défendeur n’a rien à se reprocher.

Ces membres de la communauté se nomment les cojureurs. Ne savent pas forcément si vrai ou non, mais sont prêt à confirmer le serment.

* Il y a la possibilité que la communauté refuse de la soutenir/aider, si on lui reproche d’être coupable, donc ça donne indice sur sa culpabilité.

Appel à la communauté à manifester sa confiance ou son manque de confiance envers la personne.

\*\*si il n’y a pas (assez) de cojureurs, serment infirmé et procès perdu.

* Pour les crimes majeurs ou grands enjeux, on ne peut pas arrêter juste au cojureurs (car pas 100% fiable, amis/ famille viennent soutenir). Il faut donc aller plus loin.

On permet alors à l’autre partie (souvent demanderesse) de prêter serment à son tour (contre-serment).

* Rôle du juge= faire appel à Dieu. Fait une épreuve dans laquelle Dieu fera perdre la personne qui a menti en prêtant serment.
* Le juge choisit si un duel ou une ordalie doit avoir lieu.
  + Duel : combat entre demandeur/défendeur et Dieu décidera le gagnant.
* Lorsque un des 2 ne peut pas se relever, il est perdant, perd le procès aussi. Celui qui a perdu est celui qui s’est parjuré (a menti a Dieu).
* Certaines personnes ne pouvaient se battre (femmes, prêtres…) et avaient la possibilité d’embaucher un combattant. Le « champion » était celui qui se battait pour quelqu’un d’autre.
  + - S’il choisit une ordalie, il choisit entre l’ordalie de l’eau et l’ordalie du feu.

Après qu’il a choisi l’ordalie, le juge décide quelle partie doit la subir

Épreuve qu’on organise pour que Dieu nous dise si une des 2 parties doit gagner ou perdre le procès.

* Ordalie de l’eau: on ligote la personne, et on la jette dans l’eau. Si elle flotte, elle est rejetée par l’eau et donc impure et si elle reste au fond elle est pure donc innocente. Souvent réussi (environ 1min).
* Ordalie du feu: on brûle la main pendant 1min ou 2 avec un fer. Puis, on observe si la main va bien guérir. Si plaie guérit bien après qq jours, la personne est pure et sinon impure perd le procès.

Plusieurs types de lois selon les peuples :

Toute personne est rattachée à un peuple.

À la naissance, on fait partir d’un peuple et chaque peuple a son propre système de lois.

1. On demande aux parties « Sous quelles lois vis-tu? ». Il peut y avoir plusieurs lois évoquées lorsque les 2 parties sont rattachées à 2 peuples différents, il faut donc choisir laquelle des 2 lois s’applique (souvent celle du défendeur, quand c’est une veuve on applique la loi du mari, l’église est soumise au droit romain)

=Système de personnalité des lois (la loi est propre à son peuple)

* + - 1. La loi salique pour les Francs saliens (VIe siècle) et la loi des Francs ripuaires (entre 629 et 639)
      2. Le code d’Euric des Wisigoths (476)
      3. La loi «gombette» (vers 502), préparée par le roi Gondebaud pour les Burgondes

1. Les compositions

* Les compositions sont une somme d’argent due par les barbares qui ont commis un crime à la victime ou à sa famille.

C’était le paiement d’une somme d’argent qui s’imposait plutôt que la mort comme punition.

Si défendeur a perdu, doit payer une somme d’argent, dont 1/3 va au Roi et 2/3 à la victime.

Sanction (plupart du temps) pour violence= somme d’argent

* Si le condamné ne peut payer, il est livré à la victime, qui peut en faire un esclave ou peut le mettre à mort.

Seule peine imposée SAUF 2 exceptions :

* + - * + 1) les attaques contre le roi, qui sont punies de mort 2) les serfs (paysans non libres de quitter leur terre), qui subissent des peines corporelles ou la mort.

Montant varie en fonction de chaque crime.

1. Les lois des Romains : le « Bréviaire d’Alaric » (507)

* Très inspiré du code Théodosien
* Loi romaine des Wisigoths : ce texte, communément appelé le « Bréviaire d’Alaric », reprend les principales règles romaines suivies à cette époque

Disparition du système vers IX siècle : . Évolution/transformation du système et sera remplacé par celui de la féodalité.

**Module II- Capsule B**

FÉODALITÉ (840-1150)

1. Les catégories sociales et le système de justice

**\*\*Rappel : Roi et empereurs ont perdu leur influence**

1. **Les serfs**

* Pas entièrement libres, pas totalement des esclaves, mais n’ont pas tous les droits
* On nait sert, hérité d’un de nos parents
* Restrictions : ne peuvent pas quitter la seigneurie ou se marier sans l’accord du seigneur. Doivent travailler sur les terres du seigneur, et lui versent une redevance avec des produits agricoles.
* Pas de limites claires sur ce que le seigneur peut exiger.
* Quand ils décèdent, n’ont pas de patrimoine/héritier et donc leur terre revient au seigneur.
* Si le seigneur abuse peut-être contre ses intérêts (révolte) mais est libre de faire ce qu’il veut.
* Un serf ne peut prêter serment contre un homme libre (paysan ou seigneur) ni se battre en duel, ce qui l’empêche d’intenter une action contre ceux-ci.
* S’il est accusé d’avoir commis un crime, il peut subir une ordalie, qui est encore en usage.

Différence avec esclave: seigneur ne peut pas le vendre ou le mettre à mort.

1. **Les paysans libres**

* N’ont pas de restrictions, mais comme reçoivent une terre du seigneur, doivent lui verser une redevance en produits agricoles.
* Libres en le sens que leur obligation face au seigneur est limitée à une chose, peuvent poursuivre (duel aussi)/ prêter serment contre le seigneur.

1. **Le seigneur**

* Le seigneur local exerce son autorité sur un territoire appelé seigneurie ou fief.
  + - Le seigneur assure la défense des habitants de la seigneurie et y rend la justice au niveau local.
    - Le seigneur bénéficie des redevances des paysans libres ou des serfs et du travail de ces derniers.

Vassal: Seigneur qui est dans une situation d’obéissance face à un autre seigneur.

* Seigneur local doit faire partie d’une armée régionale plus importante pour avoir la possibilité de protéger la population (pas tout seul). Est le vassal d’un 2e seigneur plus puissant qui possède un territoire plus large.

Seigneur supérieur préside une Cour féodale: est aussi une cour pour les vassaux eux-mêmes (peuvent s’entre poursuivre).

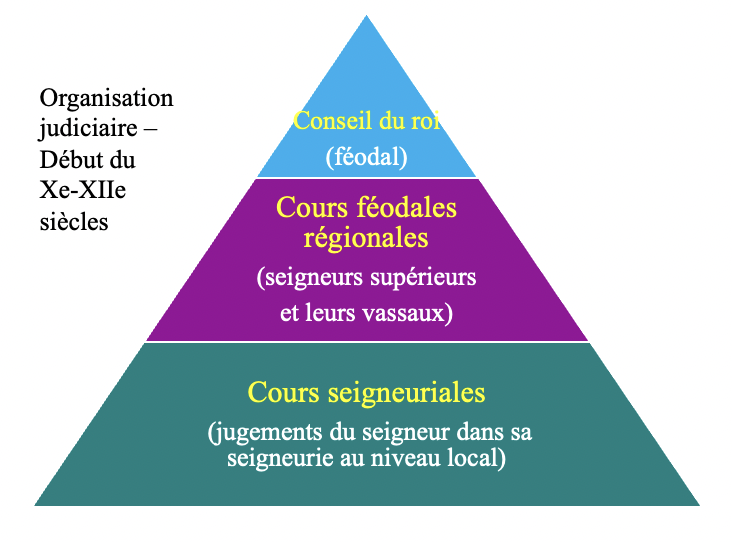
* Les vassaux doivent assister aux séances de la cour féodale de leur seigneur, où l’un d’eux peut en poursuivre un autre (compétence régionale).
* Le paysans libre peut se plaindre à cette cour de son seigneur.

Pour se plaindre il faut qu’il y ait eu un procès local ou que la cour seigneuriale de sa seigneurie ait refusé de l’entendre, OU que il y ait eu un procès et donc ordalie/duel et que le seigneur ait déterminé un vainqueur ne respectant pas duel/ordalie (contraire de ce que tout le monde pouvait voir)

1. Le roi

* Seigneur ultime
* N’obéit à aucun seigneur et jouit d’un certain prestige
* Tout seigneur est obligatoirement le vassal soit d’un autre seigneur, soit du roi.
* Pouvoir sur les grands vassaux très limités

Cour féodale du Roi : Elle fonctionne essentiellement comme une cour féodale, mais pour l’ensemble du royaume.



1. Les coutumes
2. Obligations des tenants envers leur seigneur

* Tenants= ceux qui tiennent une terre dans la seigneurie (agriculteurs, paysans libres, serfs) et ont des obligations envers leur seigneur, doivent le faire vivre en lui remettant produits agricoles.
* Coutume du paysan: obligation coutumière du tenant envers le seigneur.

Le seigneur ne peut pas modifier cette obligation annuelle. Parfois, le Roi peut intervenir lorsque le seigneur impose des obligations qui n’existaient pas dans le passé.

1. Droits et obligations des vassaux
2. Plan militaire : ont certaines règles qui régissent activités militaires (obligations militaires), obligation d’être présent lorsque la cour féodale se réunit
3. Plan successoral (quand seigneur meurt) : si le seigneur meurt et a des descendants en ligne directe (fils, petits-fils), sa seigneurie leur sera transmise.

* Si pas de descendants : flou

Bcp de flous sur plusieurs points et donc de compromis/négociations

**Capsule II- Module C**

C- La recomposition du système juridique (1150 environ-fin du XVe siècle)

1. L’enseignement du droit dans les universités et les professions juridiques, XIIe-XIIIe siècles
2. Le droit romain
   * + 1. Entre 1050 et 1070, les Compilations de Justinien sont découvertes.

avant de les découvrir, la littérature des auteurs du digeste était très peu connue

* + - 1. Elles sont enseignées dans les universités italiennes puis, vers la fin du XIIe siècle, françaises.

On commence à enseigner ces compilations, mêmes si au départ ne s’appliquent pas nécessairement, on voit de l’intérêt dans ces compilations

1. Les tribunaux de l’Église et le droit canonique (droit de l’Église)
   * + 1. L’évêque nomme le juge de son diocèse.

Du 11e au 13e siècle : Église accorde beaucoup d’importance à ses juges.

Les juges nommés par les évêques rendent la justice.

Diocèse : territoire ou l’évêque exerce son autorité, royaume divisé en diocèse

* + - 1. Sa compétence s’exerce sur les personnes relevant de l’église catholique: les clercs (prêtres etc.), les pèlerins, les croisés et les étudiants universitaires.
      2. En droit privé, cette compétence porte aussi sur le mariage, la filiation la séparation de corps.
      3. Elle s’étend aussi aux contrats, aux testaments et à plusieurs crimes.
* Certaines personnes, les laïques n’ont aucune autorité/statut dans l’église (personne ordinaire, catholique mais pas d’autorité dans celle-ci) peuvent aussi avoir des droits contestés (ex mariage ou filiation invalide si pas sous influence de l’Église)
* Séparation de corps : on peut autoriser les conjoints mariés qui souhaitent se séparer et ne peuvent pas (mariage=pour la vie) à vivre séparément
* Les laïques sont donc aussi jugés en fonction des règles de l’Église
  + - 1. Au cours du XIIe siècle, les décisions de ces tribunaux peuvent être portés en appel auprès du pape.

L’église juge aussi des procès, soit en lien avec des dimensions religieuses ou des personnes relevant de l’autorité de l’Église

=compétence très large

Système judiciaire parallèle contrôlé par l’Église

* Droit canonique : issu des canons adoptés lors des conciles réunissant les prélats (hauts dignitaires) de l'Église catholique.
* Canons= règles de droit appliquée dans l’Église catholique et approuvée dans un concil
  + - 1. Vers 1140, le moine Gratien rédige un *Décret* regroupant les principaux textes du droit canonique. Il l'intitule la « Concordance des canons discordants ».
* Recueil de Gratien accepté, puis les papes adoptent des décrétales (ordonnances) qui modifient ou complètent le décret

En faculté de droit : possibilité d’avoir un diplôme en droit romain et en droit canonique. Les juges canoniques se tournaient vers le droit romain lorsqu’il n’y avait de règle religieuse.

Donc, les futurs professionnels du droit ont intérêts à avoir des connaissances en droit romain et canonique

1. L’apparition des professionnels du droit (8e siècle)
2. On croit de moins en moins aux ordalies, autant dans l’Église que dans la société en général. On décide donc que l’Église ne les approuve plus, et que le prêtre n’y participe plus (donc si pas de prêtre on n’a plus le lien avec Dieu= disparition des ordalies)

On laisse tomber aussi le système de cojureur

Il reste le duel judiciaire, sera plus lent à disparaître. C’est le Roi qui dira qu’en matière civil, il interdit aux juges qui relèvent de son autorité de permettre des duels judiciaires. En matière criminelle, ce sera plus long.

Partout en Europe, aussi dans les cours féodales, les duels judiciaires deviendront de plus en plus rares.

De plus en plus, les avocats et procureurs veulent présenter des arguments fondés sur les règles de droit, et on a des témoins

* Avocats : s’expriment oralement (présentent argument devant la Cour)

Procureurs : rédigent procédures écrites pour aller devant la Cour

* Notariat : l’écrit se développe, il y a donc des juristes qui rédigent des contrats, testaments… (rédige actes entre particuliers)
* Sont nommés par le seigneur. Difficile de contredire ce qui est écrit par un notaire (très grande confiance)

1. Les transformations du système juridique (XIIIe-XVe siècles)

Plan militaire :

Déclin féodalité : on a moins en moins besoin des gens qui combattent à cheval (seigneur), car on utilise soldats à pied, donc rôle militaire des seigneurs moindre.

Seigneurs ne sont plus des guerriers et encaissent des revenus, sont remplacés par des soldats professionnels.

Plan socio-économique :

* + - 1. La seigneurie devient une source de revenus et peut être achetée.
      2. La noblesse est réservée aux descendants de seigneurs anciens ou de personnes anoblies par le roi.
* Noblesse devient question familiale: soit on vient d’une ancienne famille seigneuriale, ou nos ancêtres ou nous-mêmes ont été anoblies (récompensés par le roi en étant nommé noble et donné des terres)

Peu d’avantages à être nobles : mais ne payent pas d’impôts

* + - 1. Le servage devient de plus en plus rare.

Servage (paysans soumis à toutes sortes de restrictions): beaucoup obtiennent leur liberté, car les Rois et seigneurs ont permis aux villes d’être autonomes. Dans bcp de ces villes, on donnait la pleine liberté à celui qui vit un an dans la ville.

= beaucoup de serfs s’enfuient des seigneuries pour les villes. Le Roi va donc accorder la liberté à ceux qui restent et enlever les corvées et fournir certains droits.

* 1. La reprise en main des tribunaux par la royauté
     1. Les cours siégeant en première instance
        1. À compter du XIIIe siècle, le roi crée des juridictions royales qui entendent en première instance les causes jugées les plus importantes, surtout en droit pénal.
        2. Les juridictions royales entendent aussi les appels des jugements rendus par les cours municipales ou seigneuriales.

= roi bcp plus puissant, nomme juges plus locaux qui peuvent contrôler cours municipales/seigneuriales.

1. Le Roi reprend contrôle de tout ce qui concerne le droit pénal, contrats et testaments, ne doivent pas être entendus par tribunaux de l’Église.
2. Par contre, mariage, droit de la famille ainsi que questions d’autorité religieuse demeure dans compétence **des tribunaux de l’Église**
3. Vers fin du 15e siècle, Roi décide que ce qui s’applique par le pape à Rome ne s’appliquera pas en France sans son accord (droit de veto).
4. Veut pas de nouvelle règle imposée par l’Église sans son accord
5. **Cours seigneuriales et cours municipales:** de petite créance, plus efficace et moins coûteuses pour la population, donc roi accepte qu’il y aille un juge municipal (contrôlé par le seigneur). Mais se réserve droit d’appel.

\*\*En gras: 3 entités non contrôlés par le Roi

2- Compétence d’appel des parlements

* + - 1. Le parlement de Paris apparaît vers 1250, au sein de la cour féodale du roi.
* Parlement veut dire Cour d’appel (jusqu’en 1789) avec des juges.

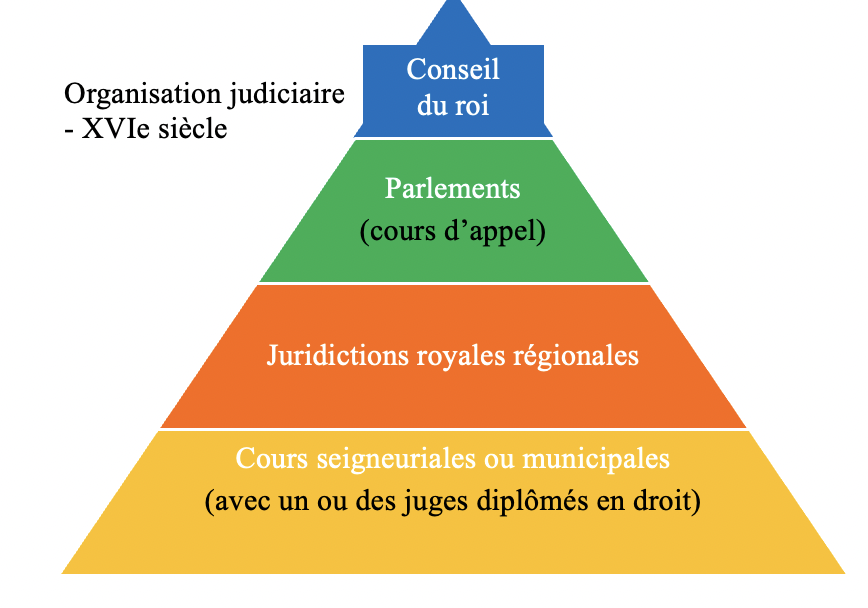
Parlement de Paris= CA du Roi.

* + - 1. À partir de 1443, dans des régions plus éloignées, les anciennes cours féodales des grands vassaux du roi sont transformées en parlements royaux (Toulouse, Grenoble, Bordeaux, Dijon, Rouen, Aix-en-Provence).
* Par la suite, même les autres seigneurs en France vont transformer leurs cours féodales en CA.
* Puis, a partir de 1443: le Roi est plus puissant et n’accepte plus qu’il y ait d’autres CA contrôlées par d’autres juges dans le royaume. Il prend donc ces CA et transforme leur statut/nom, nomme les juges, bref prend le contrôle sur ces CA.

=s’assure de contrôler fonctionnement de TOUTES les instances d’appel

* + - 1. Dans la seconde moitié du XVe siècle, les décisions des tribunaux de l’Église peuvent être portées en appel devant ces parlements (« l’appel comme d’abus »).
* Le Roi, qui avait accepté que l’Église entende certaines causes dans leurs tribunaux, mais exige que l’appel soit devant ses juges dans un Parlement et non dans un tribunal de l’église
  + 1. Le Conseil du roi
       1. Les arrêts des parlements peuvent être cassés par le Conseil du roi.

=Sorte de CS, le Conseil du Roi était au-dessus du Parlement et le Roi avait possibilité d’intervenir dans les décisions du Parlement.



* 1. Coutume de droit romain, 8e-15e siècles – en France
     + 1. Sud de la France

Réception du droit romain :

Reçoit très bien le principe de droit romain, même si protestations au début.

Dans cette partie de la France que les diplômés du droit romain arrivent en 1er.

Adoptent le droit romain, Sud devient une région où la source première du droit devient le droit romain.

Importance des coutumes seigneuriales et municipales :

Mais, les concepts du droit féodal n’existent pas dans le droit romain. On se fonde sur la tradition des coutumes qui existent déjà, on continue de les respecter.

🡪 Tout ce qui concerne système féodal= on retourne voir dans le passé ce qu’on faisait

Chaque municipalité peut avoir décidé de suivre plus ou moins le droit romain (varie d’une à l’autre)

Idée générale bien acceptée 🡪 droit romain s’applique, et si on n’a rien dans le droit romain, on applique coutumes féodales et municipales

1. Le centre et le Nord de la France: l’importance de la coutume

Résistance: droit romain pas accepté comme source première de droit.

Préfère appliquer leurs règles déjà existantes à celles du droit romain.

Droits des conjoints, succession, dissolution mariage: règles différentes du droit romain et on les fait reconnaître devant le tribunal.

(Féodal pas dans droit romain donc change rien)

* Les règles de la coutume sont dictées par la tradition, qui est transmise oralement.
* Elles portent principalement sur le système féodal, les droits des conjoints après la dissolution du mariage et les successions, mais pas sur les contrats

Tradition avec règles précises concernant droit pénal déjà existante.

Contrairement à avant, les règles doivent être très précises (pour pas que ne s’applique droit romain) = apparition de traités expliquant règles détaillées et précises propres à la coutume

= trouver un équivalent au droit romain

\*\*Coutumes se transforment, s’enrichissent, car maintenant contrôlées par des juristes

Problème des juges/juristes qui transforment et déforment la coutume: le font en fonction de leurs valeurs et propriétés. Coutume déclarée par les juges ne reflète pas nécessairement les valeurs locales.

«coutume vient de la population » pas tant vrai ici…

1. L’enquête par turbe
   * + 1. En 1270, une ordonnance de Saint-Louis prévoit qu'un juge royal doit procéder à l'**enquête par turbe**, c'est-à-dire interroger dix personnes du lieu pour connaître la règle coutumière applicable au litige.

Enquête par turbe: manière de renseigner le juge pour qu’il connaisse la coutume (quand juge estime qu’il en a besoin)

10 personnes: bonne connaissance des règles de la coutume, font partie d’une certaine élite

Les 10 personnes notables devaient être unanimes, et c’était la règle que le juge devait appliquer.

Place supplétive du droit romain et canonique :

* En 1278, le roi interdit aux avocats d'invoquer le droit romain si la coutume applicable fournit la solution du litige.

Comme pour le Sud de la France, cela ne veut pas dire qu’il n’y avait pas de place pour le droit romain et canonique.

Le Roi dit: quand il y a une règle de la coutume, il faut déterminer ce qu’elle prévoit et l’appliquer sans faire référence au droit romain.

* Si la coutume ne contient pas de règle, il est permis d’avoir recours au droit romain
* Dans les droit des obligations et de la famille, il y aura donc beaucoup de référence au droit romain
* Donc, il y a une place supplétive (complémentaire/additionnelle) du droit romain